

Art. 7. Le président de la chambre de recours mène les débats.

Si le président l'estime nécessaire, il peut demander qu'un procès-verbal du déroulement de l'audience soit établi.

Art. 8. L'avis motivé de la chambre de recours reprend le résultat du scrutin secret, en indiquant le nombre de voix positives et négatives.

Cet avis, signé par le président et le greffier-rapporteur, est communiqué au plus tard quinze jours calendrier après l'audience, au président du comité de direction, ainsi que par lettre recommandée à l'appelant, avec copie de l'avis à l'attention des membres de la chambre de recours.

Art. 9. Le secrétariat et les archives de la chambre de recours sont confiés au greffe de la chambre de recours, situé au SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, où les intéressés peuvent les consulter.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 18 juillet 2007 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la chambre de recours au Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie dans le cadre du cycle d'évaluation.

Bruxelles, le 18 juillet 2007.

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur
et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

Art. 7. De voorzitter van de raad van beroep leidt de debatten.

Indien de voorzitter het nodig zou achten, kan hij opdragen dat notulen over het verloop van de zitting worden opgemaakt.

Art. 8. Het gemotiveerd advies van de raad van beroep vermeldt het resultaat van de geheime stemming, met opgave van het aantal positieve en negatieve stemmen.

Dit advies, ondertekend door de voorzitter en de griffier-rapporteur, wordt, binnen de vijftien kalenderdagen na de zitting, aan de voorzitter van het directiecomité meegedeeld, alsook per aangetekende brief aan de appellant, met kopie van het advies ter attentie van de leden van de raad van beroep.

Art. 9. Het secretariaat en het archief van deze raad van beroep worden opgedragen aan de griffie van de raad van beroep, gevestigd in de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, waar de belanghebbenden inzage kunnen nemen.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 18 juli 2007 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de raad van beroep bij de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie in het raam van de evaluatiecyclus.

Brussel, 18 juli 2007.

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel
en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 3544

[C — 2007/29183]

2 JUILLET 2007. — Décret remplaçant les articles 81 à 83 et 90 à 98 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, annulés par la Cour d'arbitrage le 8 novembre 2006 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 127 de la Constitution.

Art. 2. Un article 81, rédigé comme suit, est inséré à la place de l'ancien article 81 annulé par l'arrêt n° 163/2006 de la Cour d'arbitrage, dans le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion :

« Art. 81. § 1^{er}. Les opérateurs de réseau visés à l'article 97 garantissent la distribution sur leurs réseaux d'une offre de base comprenant au moins les services visés à l'article 82.

L'offre de base est fournie par un distributeur de services. A défaut, les opérateurs de réseau sont tenus d'exercer l'activité de distributeur en fournissant l'offre de base.

§ 2. Tout distributeur ne peut proposer d'offre complémentaire de services qu'aux seuls abonnés à l'offre de base. »

Art. 3. Un article 82, rédigé comme suit, est inséré à la place de l'ancien article 82 annulé par l'arrêt n° 163/2006 de la Cour d'arbitrage, dans le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion :

« Art. 82. § 1^{er}. Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2^e alinéa, doivent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services de radiodiffusion télévisuelle suivants :

1° Les services de la RTBF destinés prioritairement au public de la Communauté française;

2° Les services des télévisions locales dans leur zone de couverture;

3° Les services, désignés par le Gouvernement, des éditeurs de services internationaux au capital desquels participe la RTBF;

4° Deux services du service public de radiodiffusion de la Communauté flamande pour autant que les distributeurs que cette Communauté autorise soient tenus de transmettre deux services de télévision du service public de radiodiffusion de la Communauté française;

5° Un ou des services du service public de radiodiffusion de la Communauté germanophone pour autant que les distributeurs que cette Communauté autorise soient tenus de transmettre un ou des services de télévision du service public de radiodiffusion de la Communauté française.

§ 2. Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2^e alinéa, doivent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services de radiodiffusion télévisuelle des éditeurs de services autorisés en vertu du présent décret et bénéficiant d'un droit de distribution obligatoire.

§ 3. Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2^e alinéa, doivent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services de radiodiffusion télévisuelle désignés par le Gouvernement de tout éditeur de services de l'Union européenne et qui ont conclu avec celui-ci une convention relative à la promotion de la production culturelle en Communauté française et dans l'Union européenne prévoyant notamment une contribution financière à cette promotion.

§ 4. Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2^e alinéa, doivent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services de radiodiffusion sonore suivants :

1° Les services de la RTBF émis en modulation de fréquence;

2° Deux services du service public de radiodiffusion de la Communauté flamande pour autant que les distributeurs que cette Communauté autorise soient tenus de transmettre deux services sonores du service public de radiodiffusion de la Communauté française;

3° Un service du service public de radiodiffusion de la Communauté germanophone pour autant que les distributeurs que cette Communauté autorise soient tenus de transmettre un service sonore du service public de radiodiffusion de la Communauté française. »

Art. 4. Un article 83, rédigé comme suit, est inséré à la place de l'ancien article 83 annulé par l'arrêt n° 163/2006 de la Cour d'arbitrage, dans le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion :

« Art. 83. § 1^{er}. Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2^e alinéa, peuvent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services de radiodiffusion télévisuelle suivants :

1° Les services des télévisions locales hors de leur zone de couverture;

2° Les services des éditeurs de services autorisés en vertu du présent décret et ne bénéficiant pas d'un droit de distribution obligatoire;

3° Les services de tout éditeur de services établi dans un Etat membre de l'Union européenne;

4° Les services de tout éditeur de services établi en dehors d'un Etat membre de l'Union européenne mais utilisant une radiofréquence ou une capacité satellitaire accordée par un Etat membre de l'Union européenne ou une liaison montante vers un satellite située dans un Etat membre de l'Union européenne;

5° Les services de tout éditeur de services relevant d'un Etat partie à la convention du Conseil de l'Europe sur la télévision transfrontière.

§ 2. Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2^e alinéa, peuvent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services de radiodiffusion télévisuelle des éditeurs de services non visés au § 1^{er}, ayant conclu une convention avec le Gouvernement et désignés par celui-ci.

§ 3. Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2^e alinéa, peuvent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services de radiodiffusion sonore belges ou étrangers, édités par les éditeurs de services autorisés par l'Etat dans lequel ils sont établis.

§ 4. Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2^e alinéa, ne peuvent distribuer sur un même canal, les services visés au présent article que s'ils disposent de l'accord préalable des éditeurs de services concernés.

§ 5. Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2^e alinéa, peuvent distribuer sur deux canaux de la musique en continu, un service d'informations techniques, et un guide électronique de programmes. »

Art. 5. Un article 90, rédigé comme suit, est inséré à la place de l'ancien article 90 annulé par l'arrêt n° 163/2006 de la Cour d'arbitrage, dans le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion :

« Art. 90. § 1^{er}. Après chaque publication par la Commission européenne de sa "recommandation sur les marchés pertinents de produits et de services", ou si les circonstances en Communauté française le justifient, le Collège d'autorisation et de contrôle définit les marchés géographiques pertinents ainsi que les marchés pertinents de réseaux, après avoir effectué les consultations visées à l'article 94. On entend par marchés pertinents les marchés dont les caractéristiques peuvent justifier l'imposition d'une ou de plusieurs obligations parmi les obligations visées à l'article 96.

§ 2. Si le Collège d'autorisation et de contrôle entend définir des marchés pertinents de réseaux différents de ceux figurant dans la "recommandation sur les marchés pertinents de produits et de services", il applique en outre la procédure visée à l'article 95. »

Art. 6. Un article 91, rédigé comme suit, est inséré à la place de l'ancien article 91 annulé par l'arrêt n° 163/2006 de la Cour d'arbitrage, dans le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion :

« Art. 91. § 1^{er}. Après chaque détermination des marchés pertinents de réseaux, le Collège d'autorisation et de contrôle effectue une analyse de ces marchés afin de déterminer s'ils sont effectivement concurrentiels.

§ 2. Si le Collège d'autorisation et de contrôle conclut qu'un marché pertinent est effectivement concurrentiel, il n'impose aucune des obligations visées à l'article 96.

§ 3. Si le Collège d'autorisation et de contrôle conclut qu'un marché pertinent n'est pas effectivement concurrentiel, il identifie le ou les opérateurs de réseau puissants sur le marché et impose à ce ou ces opérateurs celles parmi les obligations visées à l'article 96 qu'il estime appropriées.

Un opérateur de réseau est considéré comme puissant sur le marché si, individuellement ou conjointement avec d'autres, il se trouve dans une position équivalente à une position dominante, c'est-à-dire qu'il est en mesure de se comporter, dans une mesure appréciable, de manière indépendante de ses concurrents, de ses clients et, en fin de compte, des consommateurs.

Pour chaque marché pertinent, le Collège d'autorisation et de contrôle publie la liste des opérateurs puissants sur le marché, ainsi que pour chaque opérateur de réseau la liste des obligations qui lui sont imposées.

§ 4. Les articles 94 et 95 s'appliquent à la désignation des opérateurs de réseau puissants sur le marché. »

Art. 7. Un article 92, rédigé comme suit, est inséré à la place de l'ancien article 92 annulé par l'arrêt n° 163/2006 de la Cour d'arbitrage, dans le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion :

« Art. 92. Pour l'application des articles 90 et 91, le Collège d'autorisation et de contrôle tient le plus grand compte des "lignes directrices sur l'analyse du marché et l'évaluation de la puissance sur le marché" publiées par la Commission européenne. »

Art. 8. Un article 93, rédigé comme suit, est inséré à la place de l'ancien article 93 annulé par l'arrêt n° 163/2006 de la Cour d'arbitrage, dans le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion :

« Art. 93. Les obligations énoncées à l'article 96 ne sont pas imposées aux opérateurs de réseau qui n'ont pas été désignés comme puissants sur le marché.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1° Le Collège d'autorisation et de contrôle peut imposer une ou plusieurs des obligations énoncées à l'article 96 à des opérateurs de réseau qui n'ont pas été désignés comme puissants sur le marché lorsque cela est nécessaire en vue de se conformer à des engagements internationaux. L'article 94 s'applique à toute décision prise en vertu du présent alinéa.

2° Le Collège d'autorisation et de contrôle peut imposer une ou plusieurs des obligations prévues à l'article 96 à tout opérateur de réseau qui contrôle l'accès à des utilisateurs finals dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer la connectivité de bout en bout. »

Art. 9. Un article 94, rédigé comme suit, est inséré à la place de l'ancien article 94 annulé par l'arrêt n° 163/2006 de la Cour d'arbitrage, dans le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion :

« Art. 94. § 1^{er}. Dans les cas prévus par la section première du présent chapitre, le Collège d'autorisation et de contrôle organise une consultation publique préalable dans le respect du caractère éventuellement confidentiel des informations d'entreprise qui lui ont été communiquées.

Le Gouvernement fixe les modalités de la procédure de consultation publique.

§ 2. En outre, le Collège d'autorisation et de contrôle notifie sans délai le projet de décision à la Commission européenne et aux autorités réglementaires nationales des Etats membres.

§ 3. La notification visée au § 2 contient le projet de décision formellement motivée, dans le respect des dispositions garantissant le caractère éventuellement confidentiel des informations d'entreprise, ainsi que le délai de prise en considération des observations visé à l'alinéa suivant.

§ 4. Le Collège d'autorisation et de contrôle prend en considération les observations qui lui sont adressées par la Commission européenne et par les autorités réglementaires nationales des Etats membres avant l'expiration du délai fixé pour la consultation publique. Ce délai ne peut toutefois être inférieur à un mois à compter de la notification visée au paragraphe premier.

§ 5. A l'exception du cas visé à l'article 95, § 2, le Collège d'autorisation et de contrôle prend sa décision au terme de la consultation publique et la notifie à la Commission européenne. »

Art. 10. Un article 95, rédigé comme suit, est inséré à la place de l'ancien article 95 annulé par l'arrêt n° 163/2006 de la Cour d'arbitrage, dans le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion :

« Art. 95. § 1^{er}. Sur décision de la Commission européenne prise dans le délai fixé à l'article 94, § 4, le Collège d'autorisation et de contrôle prolonge celui-ci de deux mois lorsque son projet de décision a pour objet de :

1° Définir un marché pertinent qui diffère de ceux recensés par la Commission européenne dans sa "recommandation sur les marchés pertinents de produits et de services";

2° Ou désigner un opérateur puissant sur le marché.

§ 2. Le Collège d'autorisation et de contrôle s'abstient de prendre la décision envisagée si, dans le délai tel que prorogé en vertu du § 1^{er}, la Commission européenne s'y oppose par une décision motivée de façon circonstanciée et objective en formulant des propositions précises de modifications. »

Art. 11. Un article 96, rédigé comme suit, est inséré à la place de l'ancien article 96 annulé par l'arrêt n° 163/2006 de la Cour d'arbitrage, dans le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion :

« Art. 96. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut imposer à tout opérateur de réseau puissant sur le marché une obligation de négocier de bonne foi avec tout distributeur de services déclaré en vertu de l'article 75 demandant un accès à son ou ses réseaux. »

Dans le cadre de ces négociations, le Collège d'autorisation et de contrôle peut imposer aux opérateurs de réseau puissants sur le marché des obligations qui les empêchent d'imposer des conditions déraisonnables ou discriminatoires. En particulier, tout opérateur de réseau puissant sur le marché peut être contraint par le Collège d'autorisation et de contrôle à ne pas imposer à un distributeur de services tiers des conditions plus strictes qu'il s'impose à lui-même lorsqu'il exerce l'activité de distributeur de services.

Le Collège d'autorisation et de contrôle peut contraindre tout opérateur de réseau puissant à ce que tout refus d'accès soit notifié au plus tard dans les trois mois qui suivent la date de la demande introduite par le distributeur de services. Ce refus est formellement motivé.

Le Collège d'autorisation et de contrôle peut exiger de tout opérateur de réseau puissant que lui soient fournies à sa demande ou que soient rendues publiques des informations bien définies telles que les informations comptables, dont les données concernant les recettes provenant de tiers, les spécifications techniques, les caractéristiques du réseau, les modalités et conditions de fourniture et d'utilisation et des prix. »

Art. 12. Un article 97, rédigé comme suit, est inséré à la place de l'ancien article 97 annulé par l'arrêt n° 163/2006 de la Cour d'arbitrage, dans le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion :

« Art. 97. § 1^{er} Toute personne morale souhaitant exercer l'activité d'opérateur de réseau de télédistribution doit, dans le mois à dater du lancement de son activité, en faire la déclaration auprès du Gouvernement et du Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 2. La déclaration comporte les éléments suivants :

1° Les données d'identification de la personne morale ainsi que son adresse;

2° La description du ou des réseaux de télédistribution;

3° La date du lancement de l'activité.

Toute modification de ces éléments doit être notifiée au Gouvernement et au Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 3. Le Gouvernement arrête le modèle de la déclaration. »

Art. 13. Un article 98, rédigé comme suit, est inséré à la place de l'ancien article 98 annulé par l'arrêt n° 163/2006 de la Cour d'arbitrage, dans le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion :

« Art. 98. § 1^{er}. Les opérateurs de réseau ont le droit de faire exécuter, à leurs frais, sur ou sous les places, routes, rues, sentiers, cours d'eau et canaux faisant partie du domaine public tous travaux inhérents à l'établissement et à l'entretien de câbles et équipements connexes de leurs réseaux de télédistribution, à condition de se conformer aux lois et arrêtés relatifs à l'utilisation du domaine public et de respecter l'usage auquel il est affecté.

Avant d'user de ce droit, l'opérateur intéressé devra soumettre à l'approbation de l'autorité dont relève le domaine public, le tracé de l'emplacement et les détails d'installation des conducteurs.

Cette autorité devra statuer dans les trois mois de la date d'envoi du tracé et donner notification de sa décision à l'opérateur intéressé. Passé ce délai, le silence de l'autorité vaut approbation.

En cas de contestation persistante, il est statué en l'affaire par arrêté du Gouvernement.

Les autorités publiques ont, en tout cas, sur leur domaine respectif, le droit de faire modifier ultérieurement les dispositions ou le tracé d'une installation, ainsi que les ouvrages qui s'y rapportent. Si les modifications sont imposées soit pour un motif de sécurité publique, soit pour préserver un site, soit dans l'intérêt de la voirie, des cours d'eau, des canaux ou d'un service public, soit comme conséquence d'un changement apporté par les riverains aux accès des propriétés en bordure des voies empruntées, les frais de travaux sont à charge de l'opérateur; dans les autres cas, ils sont à charge de l'autorité qui impose les modifications. Celle-ci peut exiger un devis préalable et en cas de désaccord, faire exécuter elle-même les travaux.

§ 2. Les opérateurs ont également le droit d'établir à demeure des supports et des ancrages pour les câbles et équipements connexes de leurs réseaux de télédistribution sur les murs et façades donnant sur la voie publique et d'établir leurs câbles dans un terrain ouvert et non bâti ou de les faire passer sans attache ni contact au-dessus des propriétés privées.

Les travaux ne pourront commencer qu'après une notification dûment établie, faite par écrit aux propriétaires suivant les données du cadastre, aux locataires et aux habitants. L'exécution de ces travaux n'entraîne aucune dépossession.

La fixation de supports et d'ancrages sur les murs ou façades ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir ou de réparer son bien.

Les câbles souterrains et supports établis dans un terrain ouvert et non bâti devront être enlevés à la demande du propriétaire, si celui-ci use de son droit de construire ou de se clore; les frais d'enlèvement seront à charge de l'opérateur.

Le propriétaire devra toutefois prévenir l'opérateur sous pli recommandé à la poste, au moins trois mois avant d'entreprendre les travaux visés aux alinéas 3 et 4.

§ 3. Les indemnités pour dommages résultant de l'établissement ou de l'exploitation d'un réseau de télédistribution sont entièrement à charge de l'opérateur qui reste responsable de toutes les conséquences dommageables envers les tiers.

§ 4. L'opérateur de réseau est tenu de donner une suite immédiate à toute réquisition de l'Institut Belge des services postaux et de télécommunication ou de tout service ou entreprise de distribution d'énergie électrique, en vue de faire cesser sur-le-champ toute perturbation ou influence nuisible dans le fonctionnement des installations téléphoniques, télégraphiques ou de distribution d'énergie électrique. Faute de satisfaire à cette réquisition, les mesures jugées nécessaires, y compris le déplacement des câbles et équipements connexes seront ordonnées par les services ou entreprises intéressés, aux frais, risques et périls de l'opérateur. »

Art. 14. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} avril 2007, à l'exception des articles 5 à 13 qui entrent en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à la consultation mutuelle lors de l'élaboration d'une législation en matière de réseaux de communications électroniques, lors de l'échange d'informations et lors de l'exercice des compétences en matière de réseaux de communications électroniques par les autorités de régulation en charge des télécommunications ou de la radiodiffusion et la télévision, conclu le 17 novembre 2006.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 juillet 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente

et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

—————
Note

(1) *Session 2006-2007.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 409-1. — Rapport, n° 409-2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du mardi 19 juin 2007.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 3544

[C — 2007/29183]

2 JULI 2007. — Decreet tot vervanging van de artikelen 81 tot 83 en 90 tot 98 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, vernietigd door het Arbitragehof op 8 november 2006 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

Art. 2. In het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt een artikel 81 ingevoegd, ter vervanging van het vorige artikel 81, vernietigd bij het arrest nr. 163/2006 van het Arbitragehof, luidend als volgt :

« Art. 81. § 1. De netwerkeexploitanten bedoeld in artikel 97 waarborgen de distributie op hun netwerken van een basisaanbod houdende ten minste de diensten bedoeld in artikel 82.

Het basisaanbod wordt geleverd door een dienstenverdelers. Als er geen dienstenverdelers is, zijn de netwerkeexploitanten ertoe gehouden de verdelersactiviteit uit te oefenen door het basisaanbod te leveren.

§ 2. Iedere verdelers kan een aanvullend dienstenaanbod alleen aan de abonnees op het basisaanbod voorleggen.

Art. 3. In het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt een artikel 82 ingevoegd, ter vervanging van het vorige artikel 82, vernietigd bij het arrest nr. 163/2006 van het Arbitragehof, luidend als volgt :

« Art. 82. § 1. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 81, § 1, tweede lid, moeten, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de volgende televisie-omroepdiensten verdelen :

1° de diensten van de RTBF die prioritair voor het publiek van de Franse Gemeenschap worden bestemd;

2° de diensten aangeboden door de lokale televisiezenders in hun zendgebied;

3° de door de Regering aangewezen diensten van de uitgevers van internationale diensten in het kapitaal waarvan de RTBF deelneemt;

4° twee diensten van de openbare radio-omroepdienst van de Vlaamse Gemeenschap, voor zover de verdelers waaraan die Gemeenschap de vergunning verleent, ertoe gehouden zijn twee televisiediensten van de openbare radio-omroepdienst van de Franse Gemeenschap door te geven;

5° één of verschillende diensten van de openbare radio-omroepdienst van de Duitstalige Gemeenschap, voorzover de verdelers waaraan die Gemeenschap de vergunning verleent, ertoe gehouden zijn één of verschillende televisiediensten van de openbare radio-omroepdienst van de Franse Gemeenschap door te geven.

§ 2. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 81, § 1, tweede lid, moeten, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de televisie-omroepdiensten van de dienstuitgevers die krachtens dit decreet de vergunning hebben verkregen en die het voordeel van een recht op verplichte verdeling genieten.

§ 3. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 81, § 1, tweede lid, moeten, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de door de Regering aangewezen televisie-omroepdiensten van iedere dienstenuitgever van de Europese Unie verdelen, als ze met die dienstenuitgever een overeenkomst hebben gesloten betreffende de bevordering van de culturele productie in de Franse Gemeenschap en in de Europese Unie, die inzonderheid voorziet in een financiële bijdrage in die bevordering.

§ 4. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 81, § 1, tweede lid, moeten, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de volgende klankradio-omroepdiensten verdelen :

1° de diensten van de RTBF die in frequentiemodulatie worden uitgezonden;

2° twee diensten van de openbare radio-omroepdienst van de Vlaamse Gemeenschap, voor zover de verdelers waaraan die Gemeenschap de vergunning heeft verleend, ertoe worden gehouden twee klankdiensten van de openbare radio-omroepdienst van de Franse Gemeenschap door te geven;

3° een dienst van de openbare radio-omroepdienst van de Duitstalige Gemeenschap, voor zover de verdelers waaraan die Gemeenschap de vergunning heeft verleend, ertoe worden gehouden een klankdienst van de openbare radio-omroepdienst van de Franse Gemeenschap door te geven. »

Art. 4. In het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt een artikel 83 ingevoegd, ter vervanging van het vorige artikel 83, vernietigd bij het arrest nr. 163/2006 van het Arbitragehof, luidend als volgt :

« Art. 83. § 1. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 81, § 1, tweede lid, kunnen, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de volgende televisie-omroepdiensten doorgeven :

1° de diensten van de lokale televisiezenders buiten hun zendgebied;

2° de diensten van de dienstenuitgevers die krachtens dit decreet de vergunning hebben verkregen en die geen voordeel van een recht op verplichte verdeling genieten;

3° de diensten van iedere dienstenuitgever gevestigd in een lidstaat van de Europese Unie;

4° de diensten van iedere dienstenuitgever die buiten een lidstaat van de Europese Unie gevestigd is maar die gebruik maakt van een radiofrequentie of een door een lidstaat van de Europese Unie toegekende satellietcapaciteit of van een aarde-satelliet-verbinding gelegen in een lidstaat van de Europese Unie;

5° de diensten van iedere dienstenuitgever die ressorteert onder een Staat die partij is bij het Verdrag van de Raad van Europa over grensoverschrijdende televisie.

§ 2. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 81, § 1, tweede lid, kunnen, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de televisie-omroepdiensten verdelen van de in § 1 niet bedoelde dienstenuitgevers, die een overeenkomst met de Regering hebben gesloten en door deze worden aangewezen.

§ 3. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 81, § 1, tweede lid, kunnen, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de Belgische of buitenlandse klankradio-omroepdiensten verdelen die worden uitgegeven door de dienstenuitgevers die de vergunning hebben verkregen van de Staat waarin ze gevestigd zijn.

§ 4. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 81, § 1, tweede lid, kunnen langs eenzelfde kanaal de bij dit artikel bedoelde diensten pas verdelen als ze over de voorafgaande toestemming van de betrokken dienstenuitgevers beschikken.

§ 5. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 81, § 1, tweede lid, kunnen langs twee kanalen ononderbroken muziek, een dienst voor technische informatie, en een elektronische programmahandleiding verdelen. »

Art. 5. In het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt een artikel 90 ingevoegd, ter vervanging van het vorige artikel 90, vernietigd bij het arrest nr. 163/2006 van het Arbitragehof, luidend als volgt :

« Art. 90. § 1. Na elke publicatie door de Europese Commissie van haar « aanbeveling inzake relevante markten voor producten en diensten » of als de omstandigheden binnen de Franse Gemeenschap het motiveren, bepaalt het College voor vergunning en controle de relevante geografische markten alsmede de relevante markten voor netwerken, na het in artikel 94 bedoeld overleg te hebben gevoerd.

Onder relevante markten worden verstaan, de markten waarvan de kenmerken de oplegging van één of meerdere verplichtingen van de in artikel 96 bedoelde verplichtingen kunnen rechtvaardigen.

§ 2. Wanneer het College voor vergunning en controle relevante markten voor netwerken wil definiëren die verschillend zijn van die vermeld in de « aanbeveling inzake relevante markten voor producten en diensten », past het daarenboven de in artikel 95 bedoelde procedure toe. »

Art. 6. In het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt een artikel 91 ingevoegd, ter vervanging van het vorige artikel 91, vernietigd bij het arrest nr. 163/2006 van het Arbitragehof, luidend als volgt :

« Art. 91. § 1. Na elke bepaling van de relevante markten voor netwerken voert het College voor vergunning en controle een analyse van deze markten teneinde te bepalen of deze daadwerkelijk concurrerend zijn.

§ 2. Wanneer het College voor vergunning en controle concludeert dat een relevante markt daadwerkelijk concurrerend is, mag het geen verplichting van de in artikel 96 bedoelde verplichtingen opleggen.

§ 3. Wanneer het College voor vergunning en controle vaststelt dat een relevante markt niet daadwerkelijk concurrerend is, gaat het na welke netwerkexploitant(en) op die markt een macht hebben en legt het deze exploitant(en) de in artikel 96 bedoelde verplichtingen op, die hij als passend acht.

Een netwerkexploitant wordt geacht een aanmerkelijke marktmacht te hebben wanneer hij alleen of samen met anderen een aan een machtspositie gelijkwaardige positie bekleedt, waardoor hij zich in belangrijke mate onafhankelijk van zijn concurrenten, klanten en uiteindelijk consumenten kan gedragen.

Voor elke relevante markt publiceert het College voor vergunning en controle de lijst van de marktmachtige exploitanten alsmede voor elke netwerkexploitant de lijst van de opgelegde verplichtingen.

§ 4. De artikelen 94 en 95 zijn van toepassing op de aanstelling van de marktmachtige netwerkexploitanten. »

Art. 7. In het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt een artikel 92 ingevoegd, ter vervanging van het vorige artikel 92, vernietigd bij het arrest nr. 163/2006 van het Arbitragehof, luidend als volgt :

« Art. 92. Voor de toepassing van de artikelen 90 en 91 houdt het College voor vergunning en controle uiterst veel rekening met de « richtsnoeren voor marktanalyse en de beoordeling van aanmerkelijke marktmacht » gepubliceerd door de Europese Commissie. »

Art. 8. In het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt een artikel 93 ingevoegd, ter vervanging van het vorige artikel 93, vernietigd bij het arrest nr. 163/2006 van het Arbitragehof, luidend als volgt :

« Art. 93. De in artikel 96 bedoelde verplichtingen worden niet aan de netwerkexploitanten opgelegd die niet als marktmachtig werden geacht.

In afwijking van het eerste lid :

1° kan het College voor vergunning en controle één of meer in artikel 96 bedoelde verplichtingen opleggen aan netwerkexploitanten die niet als marktmachtig geacht zijn, met het oog op het naleven van internationale verbintenissen. Artikel 94 is van toepassing op elke beslissing genomen overeenkomstig dit lid.

2° kan het College voor vergunning en controle één of meer in artikel 96 bedoelde verplichtingen opleggen aan elke netwerkexploitant die de toegang tot eindgebruikers controleert, voor zover dit nodig is om de eind-tot-eind connectiviteit te verzekeren. »

Art. 9. In het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt een artikel 94 ingevoegd, ter vervanging van het vorige artikel 94, vernietigd bij het arrest nr. 163/2006 van het Arbitragehof, luidend als volgt :

« Art. 94. § 1. In de gevallen bepaald bij afdeling I van dit hoofdstuk organiseert het College voor vergunning en controle een voorafgaande openbare raadpleging met inachtneming van het eventueel vertrouwelijk karakter van de ondernemingsinformatie die hem is meegedeeld.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de openbare raadplegingsprocedure.

§ 2. Daarenboven deelt het College voor vergunning en controle zonder verwijl het beslissingsproject aan de Europese Commissie en aan de nationale regelgevende instanties van de lidstaten mee.

§ 3. De in § 2 bedoelde mededeling bevat het formeel gemotiveerd beslissingsproject, met inachtneming van de bepalingen die het eventueel vertrouwelijk karakter van de ondernemingsinformatie waarborgen, alsmede de termijn voor inachtneming van de opmerkingen bedoeld in het volgende lid.

§ 4. Het College voor vergunning en controle houdt rekening met de opmerkingen vanuit de Europese Commissie en de nationale regelgevende instanties van de lidstaten voor het einde van de termijn voor de openbare raadpleging. Deze termijn kan evenwel niet korter zijn dan één maand vanaf de in de eerste paragraaf bedoelde mededeling.

§ 5. Met uitzondering van het in artikel 95, § 2, bedoelde geval, neemt het College voor vergunning en controle zijn beslissing op het einde van de openbare raadpleging en deelt het die mee aan de Europese Commissie. »

Art. 10. In het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt een artikel 95 ingevoegd, ter vervanging van het vorige artikel 95, vernietigd bij het arrest nr. 163/2006 van het Arbitragehof, luidend als volgt :

« Art. 95. § 1. Bij beslissing van de Europese Commissie genomen binnen de termijn vastgesteld bij artikel 94, § 4, verlengt het College voor vergunning en controle deze termijn met twee maanden wanneer zijn beslissingsproject betrekking heeft op :

1° het definiëren van een relevante markt, die verschilt van de markten die door de Europese Commissie in de « aanbeveling inzake relevante markten voor producten en diensten » bepaald zijn;

2° het aanwijzen van een marktmachtige exploitant.

§ 2. Het College voor vergunning en controle ziet af van het nemen van de overwogen beslissing als, binnen de termijn zoals verlengd krachtens § 1, de Europese Commissie zich, door middel van een gemotiveerde beslissing die gedetailleerd en objectief is, ertegen verzet door nauwkeurige wijzigingsvoorstellen te doen. »

Art. 11. In het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt een artikel 96 ingevoegd, ter vervanging van het vorige artikel 96, vernietigd bij het arrest nr. 163/2006 van het Arbitragehof, luidend als volgt :

« Art. 96. Het College voor vergunning en controle kan aan elke marktmachtige netwerkexploitant een verplichting opleggen om te goeder trouw te onderhandelen met elke dienstenverdelers, die een toegang tot zijn netwerk(en) heeft aangevraagd krachtens artikel 75.

In het kader van deze onderhandelingen kan het College voor vergunning en controle aan de marktmachtige netwerkexploitanten verplichtingen opleggen die hen verhinderen onredelijke of discriminerende voorwaarden op te leggen. Inzonderheid kan elke marktmachtige netwerkexploitant door het College voor vergunning en controle verplicht worden een derde dienstenverdelers geen voorwaarden op te leggen die strenger zouden zijn dan de voorwaarden die hij aan zichzelf oplegt wanneer hij de activiteit van dienstenverdelers uitvoert.

Het College voor vergunning en controle kan elke marktmachtige netwerkexploitant ertoe verplichten elke toegangsweigering uiterlijk binnen de drie maanden volgend op de datum van de aanvraag ingediend door de dienstenverdelers, mee te delen. Deze weigering wordt formeel gemotiveerd.

Het College voor vergunning en controle kan van elke marktmachtige netwerkexploitant eisen dat hij, op aanvraag van het College, welbepaalde inlichtingen zou verschaffen of dat die inlichtingen openbaar zouden worden gemaakt, zoals de gegevens betreffende de boekhouding waarvan de gegevens over de opbrengsten van derden, technische specificaties, netwerkkenmerken, nadere regels en voorwaarden voor het leveren en het gebruiken alsmede de prijzen. »

Art. 12. In het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt een artikel 97 ingevoegd, ter vervanging van het vorige artikel 97, vernietigd bij het arrest nr. 163/2006 van het Arbitragehof, luidend als volgt :

« Art. 97. § 1. Elke rechtspersoon die de activiteit van exploitant van een teledistributienetwerk wenst uit te oefenen, moet dit, binnen de maand vanaf het begin van zijn activiteit, verklaren aan de Regering en het College voor vergunning en controle.

§ 2. De verklaring bevat de volgende elementen :

1° de identificatiegegevens van de rechtspersoon alsmede haar adres;

2° de beschrijving van het (de) teledistributienetwerk(en);

3° de datum van het begin van de activiteiten.

Elke wijziging van deze elementen moet aan de Regering of het College voor vergunning en controle worden meegedeeld.

§ 3. De Regering stelt het verklaringsmodel vast. »

Art. 13. In het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt een artikel 98 ingevoegd, ter vervanging van het vorige artikel 98, vernietigd bij het arrest nr. 163/2006 van het Arbitragehof, luidend als volgt :

« Art. 98. § 1. De netwerkexploitanten hebben het recht, op hun kosten, op of onder de pleinen, wegen, straten, paden, waterlopen en kanalen, die deel uitmaken van het staatseigendom, werken te laten uitvoeren voor de installatie en het onderhoud van de kabels en bijbehorende uitrustingen van hun teledistributienetwerken, op voorwaarde dat de wetten en besluiten betreffende het gebruik van het staatsdomein nageleefd worden en dat het gebruik waarvoor het bestemd is, in acht wordt genomen.

Alvorens dit recht te kunnen gebruiken, zal de betrokken exploitant de grondtekening van de ligging en de details voor de installatie van de geleiders ter goedkeuring moeten voorleggen aan de overheid waartoe het staatseigendom behoort.

Deze overheid zal binnen de drie maanden vanaf de datum van verzending van de grondtekening een beslissing moeten nemen en haar beslissing aan de betrokken exploitant meedelen. Na deze termijn, als de overheid geen antwoord geeft, dan wordt de goedkeuring als verleend geacht.

In geval van volhardende betwisting, wordt er uitspraak gedaan over de zaak bij besluit van de Regering.

De overheid heeft in ieder geval, op haar respectievelijk domein, het recht nadien de bepalingen of de grondtekening van een installatie alsmede de daaraan verbonden werken te doen wijzigen. Als de wijzigingen opgelegd worden hetzij om een reden van openbare veiligheid, hetzij om een landschap te beschermen, hetzij in het belang van het wegennet, de waterstromen, de kanalen of een openbare dienst, hetzij als gevolg van een door de aanwonenden aangebrachte wijziging aan de eigendommen langs de gebruikte wegen, zijn de kosten van de werken ten laste van de exploitant; in de andere gevallen zijn ze ten laste van de overheid die de wijzigingen oplegt. Deze kan een voorafgaande kostenraming eisen en, bij onenigheid, zelf de werken laten uitvoeren.

§ 2. De exploitanten hebben eveneens het recht steunen en verankeringen blijvend te plaatsen voor de kabels en bijbehorende uitrusting van hun teledistributienetwerken op de muren en gevels die op de openbare weg uitkomen alsmede hun kabels te plaatsen op een open en niet-bebouwd terrein of die zonder bevestiging of aanraking boven de private eigendommen te laten lopen.

De werken zullen slechts kunnen beginnen nadat een behoorlijk opgestelde bekendmaking, die schriftelijk aan de eigenaars is gericht volgens de kadastragegevens, is meegedeeld aan de huurders en inwoners. De uitvoering van deze werken heeft geen enkele onteigening tot gevolg.

De bevestiging van steunen en verankeringen op de muren of gevels kan de eigenaar niet hinderen zijn goed af te breken of te herstellen.

De ondergrondse kabels en de steunen op een open en niet-bebouwd terrein zullen verwijderd moeten worden op aanvraag van de eigenaar als deze zijn recht op bouwen of omheinen gebruikt; de verwijderingskosten zullen ten laste van de exploitant zijn.

De eigenaar zal evenwel de exploitant minstens drie maanden alvorens de in de leden 3 en 4 bedoelde werken te ondernemen, per aangetekend schrijven moeten verwittigen.

§ 3. De vergoedingen voor een schade die voortvloeit uit de installatie of de exploitatie van een teledistributienetwerk zijn geheel ten laste van de exploitant die aansprakelijk blijft voor alle gevolgen die schadelijk zijn voor derden.

§ 4. De netwerkexploitant is ertoe gehouden onmiddellijk gevolg te geven aan elke vordering van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie of elke dienst of onderneming die elektrische energie verdeelt, met het oog op het onmiddellijk stopzetten van elke nadelige storing of invloed op de werking van de telefoon-, telegraafinstallaties of installaties voor de verdeling van elektrische energie. Indien aan deze vordering niet wordt voldaan, zullen de als nuttig geachte maatregelen, met inbegrip van het verplaatsen van kabels en bijhorende uitrustingen, bevolen worden door de betrokken diensten of ondernemingen ten koste en op eigen risico van de exploitant. »

Art. 14. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 april 2007, met uitzondering van de artikelen 5 tot 13 die in werking treden de dag waarop het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende het wederzijds consulteren bij het opstellen van regelgeving inzake elektronische communicatienetwerken, het uitwisselen van informatie en de uitoefening van de bevoegdheden met betrekking tot elektronische communicatienetwerken door de regulerende instanties bevoegd voor telecommunicatie of radio-omroep en televisie, dat op 17 november 2006 gesloten werd, in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 2 juli 2007.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente
en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 409-1. — Verslag nr. 409-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 19 juni 2007.